

CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER MONTREUX OBERLAND BERNOIS SA (ci-après MO) RELATIVES AUX PRESTATIONS DE PLANIFICATION (CG-PPL)

1 Champ d'application

Les présentes conditions générales (CG-PPL) règlent le contenu et le déroulement des contrats relatifs aux prestations de planification (contrats de planification). Elles ne peuvent être modifiées que par l'intégration de règles dérogatoires dans le document contractuel.

2 Offre

- 2.1 Les prestations de l'entreprise se déroulent, conformément au descriptif y afférent, en étapes décisionnelles (phases et phases partielles) dont le traitement nécessite l'accord préalable écrit du MO, et en modules dont la mise en exécution peut être validée directement par le chef de projet du MO.
- 2.2 Les prestations à fournir par le MO ainsi que les autres obligations de coopération de ce dernier sont mentionnées de manière exhaustive dans le descriptif des prestations et / ou dans le contrat de planification.
- 2.3 Lors du traitement de son mandat, l'entreprise doit respecter les principes de qualité fixés par le MO dans les documents de soumission.

3 Exécution

- 3.1 L'entreprise informe régulièrement le MO de l'avancement des travaux et se procure toutes les instructions requises. Elle signale immédiatement par écrit toute circonstance susceptible de mettre en danger le respect des engagements contractuels, d'entraîner des modifications dans les phases ultérieures, d'alourdir la charge de travail convenue ou de nuire aux installations existantes. Elle communique au MO toute évolution semblant indiquer une modification de l'étendue ou de la nature des prestations en raison d'aspects techniques ou économiques.
- 3.2 L'entreprise respecte les prescriptions d'exploitation du MO, notamment les dispositions en matière de sécurité et le règlement intérieur. En cas de travaux effectués dans les installations électriques et à proximité des voies, l'entreprise observe toutes les instructions du MO.

Elle veille également à ce que les tiers qu'elle a mandatés respectent ces prescriptions et instructions.

- 3.3 L'entreprise fournit à ses frais les moyens, outils et appareils nécessaires à l'exécution des travaux. Elle n'a accès aux installations et pièces de rechange du MO que sur accord exprès préalable.
- 3.4 En cas d'interruptions de travail mineures et d'attente liée à l'exploitation, l'entreprise ne peut en déduire aucune prétention.
- 3.5 En cas de différends entre les parties dans le cadre de l'exécution du contrat, chacune des parties s'engage à s'acquitter de ses obligations contractuelles. L'entreprise doit notamment poursuivre ses travaux jusqu'à leur terme ou jusqu'au terme du contrat, même si des différends surviennent.

4 Contenu et étendue des pouvoirs de représentation de l'entreprise

- 4.1 Le contrat de planification règle le contenu et l'étendue des pouvoirs de représentation de l'entreprise. Sans convention particulière, le planificateur ne dispose d'aucun pouvoir de représentation.
- 4.2 L'entreprise est tenue de transmettre immédiatement au MO les communications et les déclarations de tiers (autorités, entrepreneurs, spécialistes, etc.) qui concernent le but du mandat (p. ex. communications sur les principes essentiels de qualité convenus, les difficultés économiques de partenaires contractuels, les prétentions de tiers s'y rapportant, les demandes de modification des prix, les sommations).
- 4.3 Les pouvoirs de représentation de l'entreprise doivent être conformes au descriptif des modules, phases et phases partielles à traiter.
- 4.4 Si les prestations transférées comportent une tâche de direction des travaux, l'entreprise doit assumer cette dernière au sens des articles 33 ss de la norme SIA 118 (édition 2013) dans le cadre du contrat conclu entre le MO et l'entrepreneur. Font exception les actes juridiques ci-après, pour lesquels le MO s'est, à l'égard de l'entrepreneur, réservé

dans tous les cas la compétence exclusive :

- modifications de contrat qui ne sont pas des modifications de commande,
- modifications de commande ayant une incidence importante sur les délais, la qualité des prestations et/ou les coûts,
- réception totale ou partielle,
- approbation définitive des métrés, des rapports de régie et du décompte final après vérification par la direction des travaux,
- demande et mise en œuvre de sûretés financières et de peines conventionnelles.

4.5 Dans le cadre des contrats gérés par ses soins, l'entreprise est en droit d'attribuer au cas par cas des prestations et des livraisons uniques et finales d'un montant maximal de CHF 5000.– (hors TVA). Elle en informe immédiatement le MO.

4.6 L'entreprise reprend la présente réglementation en matière de pouvoir de représentation dans les contrats qu'elle conclut avec des entreprises et des fournisseurs, dans la mesure où elle les prépare.

5 Organisation du projet

- 5.1 L'entreprise communique par écrit les noms et fonctions des responsables et engage ces derniers conformément à l'organisation de projet.
- 5.2 Après la conclusion du contrat, les personnes-clés de l'entreprise auxquelles a été confiée la responsabilité du présent projet ne peuvent être remplacées dans leur fonction que par des personnes de qualification équivalente et avec l'accord du MO.

6 Droit du MO de donner des instructions

- 6.1 Le MO est en droit de donner des instructions à l'entreprise dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Le mandataire attire l'attention du MO, par écrit, sur d'éventuelles conséquences défavorables de ses instructions et la met en garde contre des instructions ou souhaits inappropriés. L'entreprise est dégagée de sa responsabilité si le MO maintient ses instructions par écrit malgré l'avis formel de l'entreprise.
- 6.2 Lorsque le MO est, dans des cas exceptionnels, amené à donner

directement des instructions à des tiers, elle en informe l'entreprise sans délai.

7 Devoir d'annonce et de fidélité

7.1 L'entreprise sert les intérêts du MO au mieux de sa conscience et en faisant appel aux connaissances reconnues de sa profession.

7.2 Elle veille à ne pas se trouver en conflit avec ses propres intérêts ou les intérêts de tiers. L'entreprise informe le MO de conflits éventuels.

8 Modifications des prestations

8.1 Le MO peut exiger de modifier des prestations dans la mesure où leur caractère général demeure intact.

8.2 La modification des prestations et, le cas échéant, l'adaptation de la rémunération, des délais et d'autres éléments du contrat sont convenues par écrit dans un avenant, avant toute exécution. En l'absence d'une telle convention, les dispositions du contrat initial s'appliquent. La rémunération est adaptée en fonction des taux des bases de calcul définies dans le contrat. Si ce n'est pas possible et si aucune convention n'est conclue au sujet des points à adapter, le MO peut fournir elle-même les prestations correspondantes ou les confier à des tiers.

8.3 Sauf convention contraire, l'entreprise poursuit ses travaux, conformément à la planification préétablie, pendant l'étude des propositions de modifications.

9 Recours à des tiers

9.1 Le recours à des tiers (collaborateurs indépendants, spécialistes, etc.) pour l'exécution du contrat requiert l'accord écrit préalable du MO.

9.2 Lorsqu'elle conclut des contrats avec des tiers, l'entreprise reprend dans ceux-ci toutes les dispositions du présent contrat nécessaires à la protection des intérêts du MO.

9.3 Les tiers auxquels l'entreprise confie l'exécution du contrat sont dans tous les cas considérés comme des auxiliaires au sens de l'art. 101 CO. Même si le recours à des tiers est accepté ou connu du MO, la responsabilité de l'entreprise résultant du contrat demeure intacte. L'application de l'art. 399, al. 2 CO, est expressément exclue.

10 Rémunération et conditions financières

- 10.1 La facturation de l'ensemble des prestations (frais accessoires inclus) a lieu en règle générale par phase partielle. Pour les phases partielles nécessitant un temps de traitement supérieur à trois mois, il est possible d'envisager des acomptes mensuels, accompagnés des preuves d'exécution et des justificatifs nécessaires.
- 10.2 L'entreprise assume le dépassement du plafond de coûts, à moins que le MO n'ait approuvé par écrit une modification des prestations.
- 10.3 Seront indiquées comme telles dans le contrat les prestations qui lors de la conclusion du contrat ne peuvent être définies de manière exhaustive. Il s'agit en particulier de prestations qui doivent être exécutées dans des phases, phases partielles ou modules subséquents. Le contenu et l'étendue de ces prestations, leur rémunération et base de facturation seront convenus avant leur exécution, par écrit dans un avenant au contrat, en fonction des taux appliqués initialement.
- 10.4 Si l'entreprise est coresponsable de défauts majeurs, le MO peut retenir ses paiements à concurrence du montant estimé du dommage. Le MO est en droit de compenser sans restriction ses créances à l'égard de l'entreprise avec les créances d'honoraires de cette dernière.
- 10.5 En cas de surcoûts et/ou de dépassement du plafond de coûts imputables à l'entreprise, le MO se réserve le droit de réduire les honoraires en proportion.
- 10.6 Si les parties au contrat n'en ont pas convenu autrement, les honoraires ne seront pas adaptés au renchérissement.
- 10.7 Pour chaque phase partielle convenue, l'entreprise présente au MO, deux mois au plus tard après l'exécution de la dernière prestation, un décompte final comportant une récapitulation vérifiable de toutes les prestations fournies ainsi qu'une liste de l'ensemble des factures présentées par l'entreprise et des paiements déjà reçus du MO ou encore en suspens.
- 10.8 Le décompte final doit être présenté de manière à faciliter toute comparaison avec l'offre. Le MO vérifie le décompte en l'espace d'un mois et informe aussitôt l'entreprise du résultat. La créance due à l'entreprise sur la base du décompte final

(reconnu par le MO) est exigible dès que le MO communique le résultat de sa vérification.

- 10.9 En cas de prestations de direction des travaux, la prestation partielle « surveillance des travaux de garantie » peut être mise à part et facturée séparément après contrôle du décompte final.

11 Interruption des travaux

- 11.1 Les interruptions des travaux entre les différentes étapes décisionnelles ne donnent à l'entreprise aucun droit à une indemnisation supplémentaire ou à des dommages intérêts.
- 11.2 Si un retard dans la reprise des travaux nécessite un remaniement des documents existants, ces prestations supplémentaires doivent être convenues par écrit avant la reprise effective de l'exécution des prestations contractuelles.

12 Droit de paiement direct du MO

En cas de problèmes de liquidités de l'entreprise ou de différends notables entre l'entreprise et les tiers qu'elle a mandatés ou le MO, ce dernier peut, après audition préalable des parties concernées et sur présentation d'une facture conforme, verser directement le montant dû aux tiers mandatés ou le consigner, dans les deux cas avec effet libératoire.

13 Biens immatériels du MO

Les documents et le savoir-faire auxquels le MO permet l'accès à l'entreprise dans le cadre de l'exécution du contrat ne doivent être utilisés qu'en relation avec le projet. L'entreprise s'engage à faire respecter la même obligation par les tiers qu'elle mandate (p. ex. ses sous-traitants). Le MO se réserve le droit de poursuivre toute utilisation non autorisée des documents (telle que reproduction ou diffusion) ainsi que toute autre violation de ses droits.

14 Conservation des documents

L'entreprise ou tout membre d'une communauté de travail conserve, gratuitement et en état, l'ensemble des documents en rapport avec le présent contrat qui n'ont pas été remis sous forme d'originaux au MO (tels que les documents relatifs aux étapes décisionnelles et les documents de

l'ouvrage exécuté, qu'il s'agisse de plans, de schémas, de calculs, de contrats d'entreprise, de commandes, de correspondances, de décomptes et documents y relatifs, de supports de données, etc.) pendant au moins 10 ans à compter du dernier paiement acquitté.

15 Responsabilité de l'entreprise

15.1 L'entreprise répond notamment de violation de son devoir de diligence et de fidélité, du non-respect ou de la violation des règles reconnues de sa profession, de défauts de coordination ou de surveillance des travaux, d'insuffisance d'évaluation et de surveillance des coûts (y compris contrôle des factures de l'entrepreneur) ainsi que de la perte des droits liés à la garantie pour les défauts à l'égard de l'entrepreneur chargé de l'exécution des travaux.

15.2 Les documents insuffisants ou présentant des défauts sont refusés par le MO et doivent être corrigés gratuitement.

16 Prescription et délai de dénonciation des défauts

16.1 Lorsqu'elles sont fondées sur d'éventuels défauts d'un ouvrage immobilier, les prétentions du MO envers l'entrepreneur/l'entreprise qui a contribué aux travaux de construction se prescrivent par cinq ans à compter de la réception dudit ouvrage. Le MO peut signaler à tout moment de tels défauts au cours des deux premières années suivant la réception. Une fois ce délai expiré, les défauts doivent être signalés dans les deux mois suivant leur découverte.

16.2 Lorsqu'elles sont fondées sur d'éventuels défauts d'un ouvrage mobilier, les prétentions du MO envers l'entrepreneur/l'entreprise qui a contribué aux travaux de construction se prescrivent par cinq ans à compter de la remise dudit ouvrage. Pendant le délai de prescription, le MO doit signaler par écrit de tels défauts dans un délai de deux mois à compter de leur découverte.

17 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement

17.1 L'entreprise s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection des travailleurs, les conditions de travail et l'égalité de traitement entre hommes et

femmes, conformément à la déclaration volontaire valablement signée en annexe du présent contrat. L'expression « les tiers que nous mandats » utilisée dans la déclaration volontaire englobe tous les tiers liés à l'entreprise dans la chaîne des mandats (sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les tiers auxquels ils font appel).

17.2 Si l'entreprise ne respecte pas ces obligations, elle devra s'acquitter d'une peine conventionnelle à l'égard du MO. La peine correspond à 10% du montant du contrat par cas. Toutefois, elle ne doit pas être inférieure à CHF 3000.– ni supérieure à CHF 100 000.–.

17.3 Pour les contrats-cadre, le calcul de la peine conventionnelle se base sur l'indemnisation pour les besoins annuels de l'année précédente (indemnisation effective). Lors de la première année d'exécution du contrat et en cas d'absence de rémunération l'année précédente, il convient de considérer la rémunération pour les besoins annuels prévus.

18 Intégrité

18.1 Les parties prennent des mesures appropriées pour garantir la conformité légale et réglementaire de leurs prestations respectives.

18.2 Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la corruption, afin qu'aucune libéralité illicite ou aucun autre avantage ne soit proposé ou accepté.

18.3 L'entreprise s'engage à prendre toutes les mesures requises pour éviter la conclusion d'accords illicites entre soumissionnaires aux dépens du MO (p. ex. accords sur les prix, la répartition du marché et la rotation des mandats) et à s'abstenir de conclure de tels accords illicites entre soumissionnaires.

18.4 Si elle ne respecte pas les obligations mentionnées aux al. 2 et 3, l'entreprise doit s'acquitter d'une peine conventionnelle à l'égard du MO. Le montant de cette peine s'élève, pour chaque cas, à 15% de l'indemnité présumée convenue aux termes du contrat concerné par ledit non-respect des obligations. Le MO peut en outre faire valoir le préjudice subi, à moins que l'entreprise ne prouve n'avoir commis aucune faute.

18.5 L'entreprise transfère par contrat les obligations prévues au présent chiffre aux tiers auxquels elle fait appel dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

18.6 En outre, l'entreprise prend acte du fait que, par ailleurs, tout manquement aux obligations prévues aux al. 2 et 3 entraîne en général l'exclusion de la procédure ou la révocation de l'adjudication, et la résiliation anticipée du contrat pour justes motifs par le MO.

19 Audit

19.1 Le MO est en droit de s'assurer du respect des obligations de l'entreprise aux termes du chiffre « Intégrité » ainsi que du respect d'autres obligations essentielles dans le cadre d'un audit réalisé par lui-même ou par une entreprise de révision indépendante choisie par ses soins. Le MO ne peut exiger plus d'un audit de ce type par année civile sans motif justifié. Le MO annonce par écrit à l'entreprise la réalisation de l'audit, à moins qu'elle n'estime qu'il y ait un danger imminent.

19.2 L'entreprise peut exiger que l'audit soit réalisé par un tiers indépendant. Dans ce cas également, l'entreprise prend en charge les coûts de l'audit dès lors que celui-ci révèle un manquement de l'entreprise à ses obligations selon le chiffre « Intégrité » ou à d'autres obligations contractuelles essentielles envers le MO.

19.3 Si l'audit n'est pas réalisé par le MO, le rapport d'audit informe uniquement cette dernière si l'entreprise observe ses obligations contractuelles, excepté en cas de manquement auxdites obligations. Dans ce cas, le MO dispose d'un droit de regard complet sur les informations pertinentes au sujet du manquement.

19.4 L'entreprise transfère par contrat les obligations prévues au présent chiffre aux tiers auxquels elle fait appel dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

20 Confidentialité

20.1 Les parties traitent de manière confidentielle l'ensemble des informations et des données issues de la présente relation contractuelle, qui ne sont ni publiques, ni généralement accessibles, même si elles ne sont pas désignées comme confidentielles. En cas de doute, la confidentialité est de rigueur. Les

obligations légales d'information demeurent réservées.

20.2 Ce principe s'applique avant la conclusion du contrat et perdure après la fin des relations contractuelles.

20.3 Le devoir de confidentialité est opposable aux tiers. Il n'y a pas de violation de l'obligation de confidentialité lorsque des informations confidentielles sont diffusées au sein du groupe de l'entreprise ou auprès de tiers impliqués. C'est le cas lorsque l'entreprise a besoin de diffuser lesdites informations en vue de l'exécution du contrat.

20.4 La partie qui enfonce son devoir de confidentialité doit s'acquitter d'une peine conventionnelle envers l'autre partie, à moins qu'elle ne prouve n'avoir commis aucune faute. La peine correspond à 10% du montant du contrat par cas. Toutefois, elle ne doit pas être inférieure à CHF 3000.-, ni supérieure à CHF 100 000.-. Le paiement de la peine conventionnelle ne libère pas du devoir de confidentialité. Elle est déduite des dommages et intérêts dus.

20.5 Pour les contrats-cadre, le calcul de la peine conventionnelle se base sur l'indemnisation pour les besoins annuels de l'année précédente (indemnisation effective). Lors de la première année d'exécution du contrat et en cas d'absence de rémunération l'année précédente, il convient de considérer la rémunération pour les besoins annuels prévus.

21 Déclarations destinées aux médias (y c. médias sociaux et « testimonials ») et utilisation du logo du MO

Les déclarations destinées aux médias en relation avec le contrat ainsi que l'utilisation du nom et/ou du logo du MO requièrent l'accord exprès préalable du MO. Sont assimilées aux déclarations destinées aux médias les déclarations généralement accessibles destinées aux tiers (notamment les « testimonials »).

22 Prestations sociales

L'entreprise procède à toutes les formalités requises pour ses collaborateurs et pour elle-même auprès des assurances sociales. S'il s'agit d'une entreprise individuelle, elle est par ailleurs tenue de fournir au MO une déclaration de sa caisse de compensation attestant

qu'elle exerce une activité lucrative indépendante. Le MO n'est redevable auprès de l'entreprise et de ses collaborateurs d'aucune prestation sociale (AVS, AI, APG, AC, etc.) ou d'autres indemnités, notamment en cas de maladie, d'invalidité ou de décès.

23 Droits d'auteur

23.1 Le MO est en droit d'utiliser, de modifier et de développer les résultats des travaux de l'entreprise aux fins prévues par le contrat.

23.2 Si le mandat porte uniquement sur l'étude de projet, le MO est autorisé à utiliser, à développer ou à modifier les résultats des travaux lui-même ou en faisant appel à des tiers. Aucune indemnisation supplémentaire n'est prévue à ce titre. Le MO conserve les mêmes droits en cas de résiliation anticipée du présent contrat.

24 Interdiction de cession et de mise en gage

Les créances de l'entreprise résultant du présent contrat ne peuvent être ni cédées ni mises en gage sans l'accord écrit du MO.

25 Publication

La publication par le mandataire des plans de construction, de descriptions et de photographies de ceux-ci ou de l'ouvrage à construire est dans tous les cas soumise à l'accord préalable écrit du MO.

26 Fin anticipée du contrat

26.1 Le contrat peut être résilié en tout temps par chacune des parties. L'entreprise sera indemnisée - sans supplément d'honoraires pour les prestations fournies conformément au contrat jusqu'à la résiliation de ce dernier.

26.2 En cas de résiliation en temps inopportun, la partie mettant fin au contrat est tenue d'indemniser - sans supplément - le cocontractant du dommage prouvé (en aucun cas toutefois le gain manqué).

26.3 La résiliation du contrat par le MO n'est pas réputée intervenir en temps inopportun lorsque :

- les crédits et le projet ne sont pas approuvés ou libérés ou les autorisations administratives font défaut;
- l'entreprise a donné au MO des motifs de dissolution de la relation contractuelle;

- Le MO ne déclenche pas certaines phases;
- un membre de la communauté de planification quitte celle-ci sans l'accord du MO;
- l'entreprise a remplacé des personnes clés importantes pour le succès du projet sans l'approbation du MO ou ne met pas les personnes clés à disposition conformément à l'offre.

27 Forme écrite

La conclusion du contrat ainsi que toutes modifications et tous compléments qui lui sont apportés de même qu'à ses éléments constitutifs requièrent la forme écrite et la signature des deux parties.

28 Droit applicable

Le présent contrat est exclusivement régi par le droit suisse. L'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (conclue à Vienne le 11 avril 1980) est expressément exclue.

29 For

En cas de litiges issus du présent contrat ou en relation avec celui-ci, le for exclusif est Montreux.